

opinions



LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. Plus d'une centaine d'avocats quittent Fidal pour rejoindre KPMG France
2. Aérien : Germania dépose le bilan, tous ses avions sont cloués au sol
3. Le plafonnement des niches fiscales en quatre questions
4. La croissance russe surprend et intrigue
5. Domiciliation fiscale des grands patrons : ce que prépare Bercy

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

Ce que les entreprises peuvent apprendre de l'armée

Pierre de Villiers, ancien chef d'état-major des armées, et Marie Humblot-Ferrero, directrice associée au BCG, expliquent comment la récente transformation de l'armée française peut servir de modèle pour les entreprises.

UN LEADER « Le succès d'une transformation repose sur des leaders engagés et en première ligne [...]. Ceux-ci doivent permettre d'infuser la raison d'être de l'organisation et d'encourager les équipes. [...] A une échelle plus intime, les leaders doivent veiller à s'entourer de collaborateurs capables de leur parler "vrai", avec un souci de loyauté, de discrétion et de discernement. »

DE L'AGILITÉ « La flexibilité doit être au cœur de l'organisation, nécessitant délégation et responsabilités clairement définies [...]. Les managers intermédiaires et les managers de proximité peuvent ainsi être plus autonomes et avoir la liberté d'action nécessaire pour s'adapter rapidement. »

DE L'ENGAGEMENT « Le contact direct et régulier avec les collaborateurs est le moyen le plus fiable pour qu'ils se sentent actifs et entendus. Ces points de contact [...] (rencontres sportives, déjeuners avec tous les niveaux hiérarchiques...) permettent aux leaders de ne pas s'isoler et de mesurer l'engagement de leurs collaborateurs. Ils doivent être répétés plusieurs fois par semaine afin de dépasser les artifices. »

DE L'EFFORT « Le succès pérenne requiert un changement profond des comportements [...] : les sujets du changement nécessitent une attention constante et un effort soutenu dans le temps. [...] "Opérationnels, ensemble" : cette devise militaire est d'une grande pertinence aussi pour nos entreprises. »



A lire en intégralité sur Le Cercle : lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Lueur d'espoir à Caracas

EL NACIONAL

« L'écrasante majorité des pays de l'Union européenne ont reconnu le député Juan Guaidó comme président en charge de la République » du Venezuela, se félicite « El Nacional » dans sa version numérique. Pour le journal de Caracas, Nicolás Maduro est un « usurpateur ». « La lutte acharnée et massive des Vénézuéliens contre l'usurpation du pouvoir a déclenché une vague de soutien internationale qui donne plus de crédit à l'autorité de l'Assemblée nationale pour un retour de la démocratie. » Désormais, aux yeux du journal, le « dictateur » Maduro est « acculé » alors que les démocraties en Europe et en Amérique « se sont rapprochées de la lutte pour la démocratie au Venezuela ». Mais le journal ne se fait pas d'illusion : la dictature résistera encore en recherchant la protection de régimes décrédibilisés comme Cuba, le Nicaragua et la Bolivie ou encore avec l'appui de la Russie et de la Chine. Mais « le dictateur oublie cependant qu'à Moscou et à Pékin on commence à faire les comptes sur leurs lourds investissements ». Pour « El Nacional », si l'appui international à Juan Guaidó est important et bienvenu, ce sont les Vénézuéliens, eux-mêmes qui devront assurer la transition vers la démocratie et continuer à se battre dans tout le pays contre l'usurpateur. Se faisant néanmoins l'écho d'inquiétude sur les interférences américaines dans la région, le quotidien espagnol « El País » rappelle pour sa part que la Russie, la Chine et les États-Unis ont des intérêts économiques au Venezuela. Le discours menaçant de Donald Trump, en tout cas, « n'aide pas ceux qui souhaitent le retour de la démocratie » et ses menaces d'intervention militaire sont préoccupantes. Le souvenir du soutien de Washington aux dictatures militaires dans les années 1970 n'a jamais totalement disparu en Amérique latine. — J. H.-R.



Malgré des dizaines de milliards de subventions, l'éolien est l'une des énergies les moins rentables du mix énergétique français. Photo Shutterstock

L'éolien à tout prix, une impasse écologique

Les pouvoirs publics encouragent l'installation de coûteuses éoliennes qui défigurent le paysage et ne produisent que par intermittence. Et Bruxelles décourage l'hydroélectricité en voulant détruire barrages et moulins au nom de la continuité des cours d'eau. Où est la logique écologique ?

LA CHRONIQUE d'Édouard Tétéreau



C'est un des mystères français les plus intrigants de notre époque : alors que des milliers d'éoliennes fleurissent sur le territoire, des dizaines de milliers de moulins, barrages, retenues d'eau, lacs, écluses et biefs sont voués à la destruction administrative. Pour paraphraser la formule du général de Gaulle, l'écologie étant une affaire bien trop sérieuse pour la confier à des écologistes, tentons de l'aborder ici en novice et sans parti pris.

Dans un ouvrage aussi courageux que documenté (*), Pierre Dumont et Denis de Kergerlay détaillent ce naufrage annoncé qu'incarne le parc éolien terrestre français. 7.000 éoliennes, de plus en plus nombreuses (objectif 50.000 à horizon 2050) et de plus en plus grandes, font couler toujours plus de béton dans la terre ; massacrent nos paysages, constitutifs de notre patrimoine et de notre identité ; font la fortune d'une poignée de financiers, d'industriels et d'agriculteurs plus chanceux ou connectés qu'avisés. Avec ces cornes d'abondance de béton et de métal mêlés, viennent leurs corollaires : la prévarication, la pollution des terres, la mise en danger de la faune animale, des oiseaux et des chauve-souris. N'en jetez plus ? Ah, si, un dernier détail : malgré des dizaines de milliards de subventions détournées du pouvoir d'achat des Français (sous forme d'impôts), l'éolien, cerise sur le gâteau, est l'une des énergies les moins rentables du mix énergétique français : deux fois le coût du nucléaire ; 57 % plus cher que le solaire ; et l'intermittence de cette énergie oblige à doter les éoliennes de moyens de production pilotables... émetteurs de CO₂ ! En langage de Millenials, cela s'appelle un vent.

Ce Frankenstein écologique est le fruit de deux des pires maux français actuels : d'abord, l'option préférentielle pour l'idéologie et l'affichage politique plutôt que les faits : les éoliennes sont

ruineuses et nuisent à l'environnement, et alors ? Ces monuments visibles de « l'action en faveur du climat » – périphrase qui ne signifie rien – sont la preuve vivante que les politiques font de l'écologie. L'objectif est atteint. Ensuite, le jacobinisme bureaucratique, peu importe qu'il soit parisien ou bruxellois, s'impose à la connaissance et l'initiative locales. Alors que se déploient sur tout le territoire ces verrues verticales polluantes, l'on a décidé, entre Paris et Bruxelles, qu'il fallait condamner à mort des milliers d'ouvrages, souvent centenaires et parfaitement intégrés au paysage, produisant une énergie alternative millénaire particulièrement compétitive : l'eau.

La France, avec 74 fleuves, 416 rivières, 1.714 canaux et 1.288 torrents, est dotée d'un gigantesque potentiel hydroélectrique.

Un potentiel évalué à 25.000 mégawatts, trois fois celui de l'éolien.

La France, avec 74 fleuves, 416 rivières, 1.714 canaux et 1.288 torrents, est dotée d'un gigantesque potentiel hydroélectrique. S'il existe un débat d'experts sur le chiffre exact de ce potentiel – de 10.000 à 40.000 mégawatts –, l'Agence internationale de l'énergie (rapport 2017) l'évalue à 25.000 mégawatts, soit davantage que le potentiel des énergies fossiles ; cinq fois celui du solaire, trois fois celui de l'éolien. Et avec des installations, basses, qui se fondent naturellement dans nos paysages, respectant l'environnement, tout en stimulant l'activité et les centaines de milliers d'emplois de la filière BTP-construction. Des emplois non délocalisables, à la différence des productions de photovoltaïques et d'éoliennes, très loin du territoire français.

Pourquoi cette ruée vers l'or de l'eau n'a pas encore eu lieu ? D'abord à cause de Bruxelles : au nom du principe de la continuité écologique, la directive-cadre

sur l'eau (2000) impose à la France de détruire tout ce qui pourrait faire entrave au cours de l'eau, rivière par rivière. Les ayatollahs de l'écologie politique s'engouffrent dans cette brèche curieuse (imagine-t-on l'équivalent sur la terre ferme, où il faudrait détruire tout ce qui fait « entrave » à la nature ?) et, aidés en cela par des administrations zélées, poussent les services de l'État à une véritable frénésie destructrice. En Seine-Normandie, en Artois-Picardie, en Loire-Bretagne, ce sont des milliers d'ouvrages, du simple moulin jusqu'aux barrages de la Sélune, que l'on veut détruire avec l'argent public, le plus souvent contre l'avis des populations locales.

Les idéologues, les administrations parisiennes et Bruxelles auront le dernier mot ; et tant pis si la réalité de la nature et le mystère de la vie vont à rebours de ces dogmes : ce n'est pas parce que vous interrompez un cours d'eau que les grenouilles, puis les poissons, ne vont plus s'y déployer en abondance. Au contraire. Simplement, pour comprendre ces phénomènes, il faut non pas tracter, tweeter, ou faire du lobbying rue de Grenelle. Mais aller au contact de la nature ; arpenter les lacs et les rivières ; faire preuve aussi d'une forme d'humilité, si étrangère aux écologistes militants qui veulent façonner le monde et ses habitants à leur image. Ce deux poids, deux mesures est révélateur. Pour les éoliennes, le pouvoir politique lève les obstacles et promeut une industrialisation des campagnes. Contre l'hydroélectricité, il s'érige en défenseur d'une vision dogmatique de l'écologie où la nature n'est belle que débarrassée de l'empreinte de l'homme, et tant pis si cette empreinte est là depuis des siècles.

Le moment est venu, pour ceux qui ont la véritable écologie au cœur – non pas ce militantisme de l'homme et de l'environnement nouveaux, mais bien, étymologiquement, cette « science de la maison », de la terre que nous habitons – de s'investir dans le grand débat. Et de faire valoir une vision plus humaine, plus humaniste et plus respectueuse de notre terre.

(*) « Eoliennes : chronique d'un naufrage annoncé », Editions François Bourin, 2018.

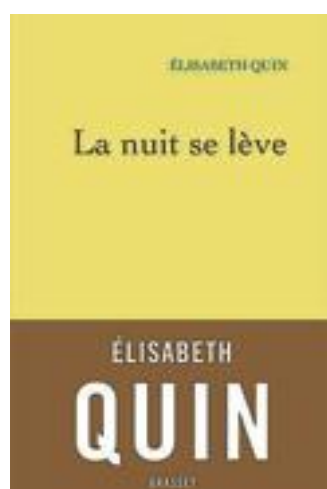
Édouard Tétéreau est associé-gérant de Mediafin.

LE LIVRE DU JOUR

La vue, mode d'emploi

LE PROPOS « La vue devant soi » (« Paris Match »), « La prunelle de ses yeux » (« L'Obs »), « A perte de vue » (« Le Canard enchaîné »), on en passe. Les commentateurs du bel essai d'Elisabeth Quin y vont de leurs jeux de mots. C'est assez drôle. L'auteur piste aussi ces expressions auxquelles on ne prête plus attention. Si non seulement on risquait de devenir aveugle mais qu'il fallait en plus perdre le sens de l'humour, ne pas voir « la vie en fa(r)ce » ! Tel est le choix d'Elisabeth Quin dans le récit de « sa descente vers l'obscurité » (« Paris Match »). Cela n'empêche pas son livre d'être flippant, on pourrait dire poignant : « Imagine-t-on une autre maladie aussi handicapante contre laquelle il y ait aussi peu de prévention ? » D'autant que le glaucome, qui touche 1,5 % de la population de plus de 40 ans, est la deuxième cause de cécité dans les pays développés. Un million de personnes en sont atteintes en France, mais entre 400.000 et 500.000 l'ignorent : « Le glaucome est un tueur muet qui travaille dans l'ombre. »

L'INTÉRÊT Le style est aussi net



La nuit se lève par Elisabeth Quin, Grasset, 144 pages, 15 euros.

que la réalité décrite est noire. Ce mal, elle le raconte, le jauge, énonce la valse des collyres, le prompteur de « 28 minutes » aux lettres agrandies, la vanne de Tesson (Philippe) : « En même temps, il n'y a pas de problème pour faire de la télévision, ce serait beaucoup plus embêtant si tu étais sourde. » Ce livre touche surtout parce qu'il éclaire ce lien si étroit entre la vue et la vie. Comment jouer sans elle de « la beauté du monde », évaluer « le regard des autres » ? — Sabine Delanglade